



**AÉROPORT DE LA RÉUNION
ROLAND GARROS**

MARCHÉ DE TRAVAUX

TRAVAUX DE DESAMIANTAGE ET DECONSTRUCTION/DEMOLITION

**OPERATION D'AMENAGEMENT D'UN NOUVEAU PARC DE
STATIONNEMENT P5**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES & PARTICULIERES (CCTP)

N° de marché

2024INFRA023

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRESENTATION DU PROJET	4
1.1 CONTEXTE	4
1.2 SITUATION GEOGRAPHIQUE	4
1.3 PRESENTATION DES ACTEURS DE L'OPERATION	4
ARTICLE 2. CONSISTANCE DE LA MISSION	5
2.1 OBJET DE LA DEMANDE.....	5
2.2 PERIMETRE DE LA MISSION	6
2.3 ALLOTISSEMENT.....	7
ARTICLE 3. PRESCRIPTIONS GENERALES	7
3.1 ETENDUE DES TRAVAUX	7
3.2 DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE	8
3.3 SECURITE DES PERSONNES ET PREVENTION	9
3.4 ASTREINTE	10
3.5 HORAIRES ET PERIODES DE TRAVAIL.....	10
CONSTATS	10
3.6 APPROVISIONNEMENT ET CIRCULATIONS ROUTIERES	10
3.7 CLOTURE DE CHANTIER ET PANNEAU DE CHANTIER	11
3.8 ORGANISATION DES REUNIONS.....	11
3.9 INSTALLATION DE CHANTIER, ALIMENTATION DE CHANTIER, SUJETIONS ET AMENAGEMENTS DIVERS	11
3.9.1 <i>Emplacement occupé par le Titulaire pour ses installations de chantier</i>	11
3.9.2 <i>Fourniture d'eau et d'énergie</i>	12
3.9.3 <i>Gardiennage</i>	12
3.9.4 <i>Etat des lieux - Nettoyage</i>	12
3.9.5 <i>Captage AEP (Approvisionnement en eau potable)</i>	12
3.9.6 <i>Conditions particulières d'intervention</i>	12
ARTICLE 4. DISPOSITIONS PARTICULIERES LOT 1 - DESAMIANPAGE	13
4.1 PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MPCA).....	13
4.2 METHODOLOGIE DE RETRAIT	16
4.3 PRELEVEMENTS REGLEMENTAIRES	17
ARTICLE 5. DISPOSITIONS PARTICULIERES LOT 2 – DEMOLITION / DECONSTRUCTION	17
5.1 MISE HORS SERVICE DES INSTALLATIONS	17
5.2 PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DU PLOMB	17
5.3 PRESENCE DE TERMITES	18
5.4 VIDAGE DES EQUIPEMENTS ET MOBILIERS DE LOCAUX D'EXPLOITATION	18
5.5 DEPOSE ET DEMOLITION DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES DANS LES LOCAUX	18
5.6 DEMOLITION TOTALE DES BÂTIMENTS	19
ARTICLE 6. GESTION DES DECHETS	19
6.1 TRAITEMENTS DES DECHETS DE DEMOLITION	19
<i>Généralités</i>	19
<i>Choix des filières d'élimination</i>	20
<i>Plan de Gestion des Déchets</i>	20

6.1.1	<i>Organigramme de gestion des déchets (principe)</i>	21
6.1.2	<i>Spécificité de gestion des déchets inertes</i>	21
6.1.3	<i>Bordereaux & Registre des Déchets</i>	21
ARTICLE 7.	DOE – DIUO (CERTIFICATS, PV...)	22

ARTICLE 1. PRESENTATION DU PROJET

1.1 CONTEXTE

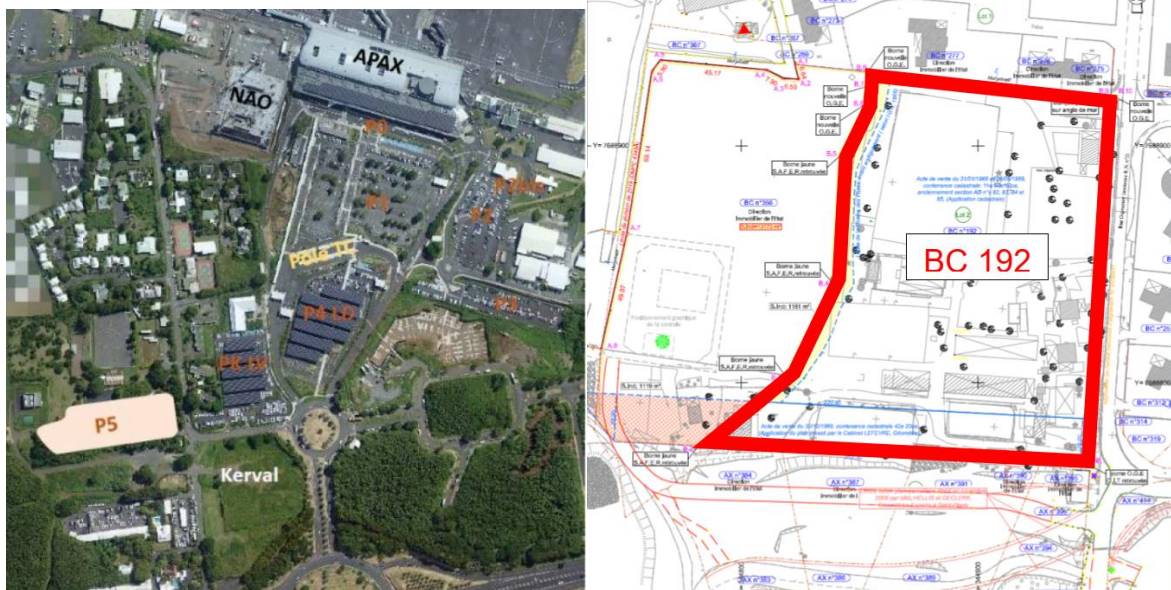
La Société Anonyme Aéroport de La Réunion Roland Garros (ARRG) souhaite poursuivre le développement d'une offre de stationnement et de services annexes évolutive pour répondre aux besoins du personnel et des utilisateurs à court et moyen terme.

La capacité des parkings existants ayant atteint ses limites en période de vacances scolaires, un projet prévoyant la création de 400 places de parkings supplémentaires est prévu. Pour se faire, la SA ARRG a acquis la parcelle BC 192 située à proximité de l'aéroport et une assiette foncière de 7000m², en limite sud, est dédiée à l'opération.

1.2 SITUATION GEOGRAPHIQUE

Lieu de prestation du service : Parcelle BC192 – Sainte-Marie

L'adresse est le 20 rue Georges Guynemer à Sainte-Marie.



1.3 PRESENTATION DES ACTEURS DE L'OPERATION

Maître d'ouvrage et propriétaire de l'infrastructure :

Société Anonyme Aéroport de La Réunion Roland Garros

74 avenue Roland Garros

97438 – Sainte-Marie

Mandataire du Maître d'Ouvrage, agissant au nom et pour le compte :

L'Aéroport de La Réunion Roland Garros a mandaté le groupement SYSTRA-NATHÉA Experts, agissant au nom et pour le compte de l'Aéroport La Réunion Roland Garros, pour piloter l'opération d'aménagement d'un nouveau parc de stationnement P5.

SYSTRA

Direction de la Maîtrise d'Ouvrage

23, parvis des Chartrons

33000 BORDEAUX

NATHÉA Experts

Cabinet de conseils en conduite de projets

19, rue Germaine Félix

97 419 LA POSSESSION

CSPS

En cours de désignation pour les travaux de démolition.

ARTICLE 2. CONSISTANCE DE LA MISSION

2.1 OBJET DE LA DEMANDE

La présente consultation concerne les travaux préalables de désamiantage et de déconstruction/démolition des bâtis existants sur le site dédié au projet, ancien centre équestre.

Les travaux concernent le bâti présent sur l'ensemble de la parcelle BC 192 (19 000 m²), soit environ une vingtaine de construction. La maison n°7, située sur la parcelle limitrophe à l'ouest, est également à démolir.



Figure 1 Plan général des ouvrages (extrait diagnostics amiante et plomb - OPTIMUM)

2.2 PERIMETRE DE LA MISSION

La liste des constructions concernées est donnée ci-après :

Identification du bâti	Présence d'amiante	Présence de plomb	Présence de termites
Accueil	non	<1mg/cm ²	non
Box écuries (x3)	non	<1mg/cm ²	non
Box jurys	non	<1mg/cm ²	-
Maison 1	oui : façade gauche (conduit d'eau pluviale) et toiture (conduit de ventilation)	3 portes avec >1mg/cm ²	oui : planches de la terrasse
Maison 2	non	<1mg/cm ²	oui : parquet et charpente varangue, charpente salon, débarras
Maison 3	non	<1mg/cm ²	oui : débarras, mur salon et pièce 1

Maison 4	non	2 portes et 5 volets >1mg/cm ²	non
Maison 5	non	2 volets >1 mg/cm ²	oui : mur cuisine
Maison 6	non	<1mg/cm ²	non
Maison 7	oui : salle de bain/toilette plaque dure gris colle jaune	<1mg/cm ²	oui : salon débris et poutre, varangue débris et poutre
Laverie/stock	non	<1mg/cm ²	oui: stock foin et charpente terrasse
Ancien snack	non	<1mg/cm ²	oui : murs
Réfectoire-sanitaires	oui: toilettes embases WC	<1mg/cm ²	oui: escalier mezzanine, poteau et escalier buvette
Construction légère limite nord - Jardinière	non	-	-

Les diagnostics amiante et plomb montrent que 3 constructions présentent de l'amiante et 3 constructions présentent du plomb.

La présence de termites a été constatée sur 8 constructions.

Une attention particulière aux traitements des déchets issus des travaux de désamiantage et de déconstruction/démolition est attendue par le MOA.

2.3 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti en deux lots :

- Lot 1 : travaux de désamiantage
- Lot 2 : travaux de démolition/déconstruction

Les travaux du lot 1 seront à réaliser avant les travaux du lot 2 pour les maisons 1 et 7 ainsi que pour les sanitaires de l'ancien restaurant.

Les titulaires des deux lots peuvent être amenés à être en coactivité sur la parcelle BC 192.

ARTICLE 3. PRESCRIPTIONS GENERALES

3.1 ETENDUE DES TRAVAUX

Pour chaque lot, la proposition du Titulaire doit comprendre tous les travaux et fournitures nécessaires à la parfaite et complète réalisation de ses interventions, ainsi que toutes les sujétions s'y rapportant.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaires, y compris l'évacuation et la mise en décharge. Sont compris dans l'offre les éventuels ouvrages temporaires à réaliser.

Le Titulaire du présent marché devra se rendre sur place afin d'évaluer l'importance des démolitions et de toutes les sujétions particulières d'exécution.

Les travaux à réaliser au titre du présent document sont essentiellement :

- L'application de la Charte Environnement suivant document joint dans le dossier d'appel d'offres
- Le stockage et la protection sur chantier de tous ces ouvrages par tous moyens efficaces propres au Titulaire
- Toutes démarches auprès des services concessionnaires concernés ou techniques pour assurer la coupure des différents réseaux enterrés ou aériens suivant les nécessités du projet. Le Titulaire devra s'assurer avant toutes démolitions de canalisations et réseaux divers que ceux-ci ne font pas partie d'installations organisées et d'utilité.
- La fourniture et la pose de tous accessoires nécessaires au parachèvement des ouvrages
- Les frais de montage, des installations des dispositifs de sécurité nécessaires au bon déroulement des travaux, pour chacune des prestations dues par le Titulaire au titre du présent marché, seront directement inclus dans chaque article.
- L'enlèvement des protections provisoires suivant les instructions du Maître d'Ouvrage Délégué, l'enlèvement des gravats, déchets, emballages ...
- De façon plus générale tous les ouvrages nécessaires au complet achèvement des travaux décrits au titre du présent document,
- Le nettoyage complet des lieux après la réalisation de ses interventions
- Le tri sélectif des emballages et déchets et l'enlèvement hors du chantier dans le respect de la législation en vigueur
- L'adaptation des méthodologies de travail pour la prise en compte de la présence d'amiante, de plomb et de termites.
- La réception des ouvrages et leur parfait état de finition
- La fourniture des DOE
- En général, tous les ouvrages nécessaires au complet achèvement.

Le Titulaire est tenu de fournir tous les matériaux, matériels, engins et d'effectuer les travaux nécessaires à une parfaite et complète exécution des travaux suivant les règles de l'Art.

Toutefois, il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le Titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables au complet et parfait achèvement des travaux prévus au présent document

3.2 DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE

Tous les travaux seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur, à laquelle le Titulaire est tenu de se référer. Elle tiendra compte également des Normes Françaises et Européennes.

Ces documents s'entendent dans leur version la plus récente et compris tous documents annexes, connexes et additifs.

3.3 SECURITE DES PERSONNES ET PREVENTION

L'opération est soumise au décret 94-1159 du 26/12/1994 :

Un CSPS de catégorie 3 est en cours de désignation pour les travaux anticipés de démolition.

Un PGC sera établi par le coordonnateur SPS ; les Titulaires des lots devront rédiger leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et le soumettre au visa du coordonnateur SPS dans le délai de 8 Jours à compter de la notification de la commande.

Le Titulaire est tenu de respecter l'ensemble des lois et décrets en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

Les Titulaires désigneront un responsable de la sécurité, chargé de faire appliquer les mesures de sécurité, quelles qu'elles soient, sur le chantier, et pendant toute la durée des travaux.

Ce responsable veille à ce que toutes les dispositions soient prises pour ne pas porter atteinte à la sécurité des circulations routières ainsi qu'à celle du personnel circulant ou travaillant dans l'emprise chantier et sur voirie. Il fait appliquer les règles de sécurité précisées dans la présente note d'organisation, le PGC ainsi que celles mentionnées dans les règlements.

Il a le pouvoir d'arrêter le chantier ou toute manœuvre qui lui semble dangereuse, sans avoir à en référer à quelque autorité que ce soit.

Les Titulaires doivent communiquer à la MOAD le nom et les coordonnées téléphoniques du responsable sécurité qui pourra être joint 24 h/24, 7 jours/7.

Les Titulaires doivent se conformer au dernier texte approuvé par le Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics, concernant les mesures de prévention des accidents et des mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires qui en découlent.

Les Titulaires doivent se conformer aux règlements de sécurité en vigueur, et sont tenus pour responsables de tous les accidents de quelque nature qu'ils soient, à dater de l'ordre de service de commencer les travaux. Ils doivent être titulaires d'une Police d'Assurance couvrant leur responsabilité civile.

Les Titulaires sont responsables de la sécurité du chantier d'une manière générale. Ils veillent à ce que toutes règles de sécurité et de protection des ouvriers soient scrupuleusement respectées.

Ils veillent à ce que soient en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires : filets anti-chutes, platelages sur trémiés, équipement électrique mobile avec les protections, etc....

Il doit vérifier que le personnel utilise les dispositifs de sécurité individuelle (casque, baudrier, antichute, etc.).

Les zones de démolition sont clôturées réglementairement et munies d'un accès permettant le contrôle efficace des entrées et sorties.

Le titulaire du lot 2 en assure le maintien en bon état de fonctionnement.

3.4 ASTREINTE

La mission « d'astreinte » décrite ci-après consiste en une veille téléphonique permanente mise en place par les titulaires pour recevoir les appels d'urgence, et y donner, en dehors des heures ouvrables, la suite immédiate et appropriée pour faire cesser un trouble lié aux travaux de l'opération ou faire établir la sécurité autour des chantiers. Il est demandé une présence sur site en moins de 2h.

Les entreprises communiqueront un numéro de téléphone unique auquel le représentant d'astreinte, basé à moins d'une heure, pourra être joint 24H/24 et 7 jours/7, au titre des perturbations au voisinage et des usagers du domaine public dans les emprises de l'opération.

Les entreprises réalisent l'astreinte sur simple sollicitation de la MOAD ou de la MOA.

En fonction des circonstances, le représentant d'astreinte s'assurera de façon spécifique et préventive, de la mise en sécurité des chantiers à l'annonce de manifestations, de perturbations météorologiques ou autres.

En particulier, les chantiers feront l'objet d'une visite de contrôle quotidienne (signalisations, barrières, cheminements piétons, éclairage...).

3.5 HORAIRES ET PERIODES DE TRAVAIL

Les horaires de la journée de travail respectent les lois et règlements en vigueur.

La durée de travail hebdomadaire s'échelonne du lundi au vendredi.

3.6 CONSTATS

Le titulaire du lot 2 fera réaliser, par voie d'huissier de justice, un état des avoisinants en limite de propriété avant le démarrage de ses travaux. Ces constats concernent en particulier, les voiries et les façades des bâtiments susceptibles de subir des dégradations.

Toutes les réparations des dommages causés aux « existants » sont à la charge du Titulaire du lot 2.

Les travaux de démolition seront réceptionnés après constat contradictoire réalisé sur site en présence du représentant du maître d'ouvrage délégué.

3.7 APPROVISIONNEMENT ET CIRCULATIONS ROUTIERES

Le transport du matériel et des matériaux des Titulaires, y compris toutes sujétions et travaux annexes, nécessaires à l'exécution de leurs travaux sont à leur charge exclusive.

Le Titulaire du lot 2 se chargera de vérifier les charges admissibles correspondant aux différentes chaussées, trottoirs et ouvrages de franchissement sur lesquels ses engins seront amenés à évoluer.

La circulation des engins de chantier et le transport des matériaux doivent se faire exclusivement à l'intérieur des emprises du chantier ou sur des itinéraires précis d'emprunt des voies routières, définis en accord avec les autorités gestionnaires des voies concernées à l'intérieur du site.

Le Titulaire du lot 2 doit faire son affaire de tous les contacts nécessaires pour obtenir les autorisations de circulations à l'extérieur du site notamment concernant les voies et carrefour à emprunter en fonction du gabarit et des charges des véhicules (DDE, Mairie, Police, etc.).

Le Titulaire du lot 2 est tenu de procéder, à sa charge et à ses frais, à une réfection des voies détériorées par la circulation des engins.

3.8 CLOTURE DE CHANTIER ET PANNEAU DE CHANTIER

Dans le cadre des travaux du présent marché :

Le lot 2 met en place la clôture globale du chantier par la mise en œuvre d'un barriérage de l'accès à la parcelle, ainsi que sa conservation en parfait état d'entretien jusqu'à l'achèvement des travaux de démolitions-déconstructions.

Cette clôture, en périphérie du site, comportera 1 ou 2 portails de chantier, accessibles aux circulations des véhicules et également aux personnels de chantiers et autres accrédités.

Chaque lot devra toutes les installations de chantier nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Il devra également prendre toutes les mesures de sécurité propres à éviter les accidents sur le chantier y compris palissades et barrières de protections permettant d'isoler efficacement les zones de travaux, panneaux d'interdiction d'approche ou d'accès du chantier, etc.....

Le titulaire du lot 1 délimitera sa zone de chantier avec la mise en place de toutes les mesures nécessaires à l'isolation pour le désamiantage.

3.9 ORGANISATION DES REUNIONS

L'organisation du chantier est régie par les réunions dites « de chantier ».

Celles-ci auront lieu toutes les deux semaines en phase de préparation, et seront hebdomadaires en phase travaux.

3.10 INSTALLATION DE CHANTIER, ALIMENTATION DE CHANTIER, SUJETIONS ET AMENAGEMENTS DIVERS

Chaque lot a à sa charge ses propres installations de base vie et de stockage.

3.10.1 Emplacement occupé par le Titulaire pour ses installations de chantier

Les Titulaires peuvent implanter leurs installations de chantier sur la parcelle BC 192 propriété de l'ARRG.

Les entrepreneurs feront leur affaire de l'aménagement et de l'entretien de l'aire et de l'accès, ainsi que des pistes de chantier nécessaires à la circulation de leurs engins et personnel.

Dans leur offre, ils indiquent les moyens et méthodes envisagés pour amener leur matériel.

Les plans d'Installations de chantier seront validés par la MOAD et le CSPS.

Les emprises de chantier seront sous leur responsabilité et frais des entrepreneurs.

3.10.2 Fourniture d'eau et d'énergie

Chaque Titulaire doit faire son affaire, sans rémunération particulière de la part du MOA, des amenées d'eau et de courant électrique sur le site, ainsi que de toutes les installations de raccordement nécessaires.

La parcelle BC 192 dispose des arrivées d'eau et de courant électrique pour lesquels les abonnements ont été résiliés. Chaque titulaire installera ses compteurs provisoires de chantier.

3.10.3 Gardiennage

Le gardiennage du chantier est à la charge du lot 2.

3.10.4 Etat des lieux - Nettoyage

L'entreprise aura à sa charge - à la fin des travaux - le nettoyage complet du site ainsi que son nivellement.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que tous les matériaux (gravois, déblais, etc ...), entreposés sur les lieux d'installation de chantier et aires de stockage devront être enlevés avant la réception des travaux.

3.10.5 Captage AEP (Approvisionnement en eau potable)

En plus de la D.I.C.T., le Titulaire devra se conformer aux réglementations en vigueur et prendra toutes les mesures pour minimiser l'impact sur l'environnement. Pour cela l'entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions particulières données par l'A.R.S. concernant les captages quel que soit le périmètre concerné (immédiat, rapproché, éloigné).




3.10.6 Conditions particulières d'intervention

L'entrepreneur doit se rendre compte, sur place, avant remise des offres, de la nature et de l'importance des travaux, des possibilités d'accès aux chantiers, ainsi que des sujétions et difficultés que comporte leur exécution, (notamment de la présence de réseaux éventuels, ...).

ARTICLE 4. DISPOSITIONS PARTICULIERES LOT 1 - DESAMIANPAGE

4.1 PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MPCA)

Le diagnostic Amiante (Dossier Technique Amiante DTA) établi pour le présent projet signale la présence de Matériaux ou Produits Contenant de l'Amiante (MPCA) sur certains ouvrages. Le Titulaire se réfèrera aux DAAD transmis par bâtiment en annexe.

Logement 1 :	Conduit d'eaux pluviales Conduit de ventilation
	 

Logement 7	Salle de bain toilette – plaque dure grise, colle jaune
	
Réfectoire-Sanitaires	toilettes embases WC
	

4.2 METHODOLOGIE DE RETRAIT

Le Titulaire prend en compte toutes les sujétions inhérentes à cette présence d'Amiante et effectue tous les travaux de retrait de ces contaminants suivant les règlements en vigueur en particulier sans que la liste ne soit limitative :

- Rédaction du dossier administratif à soumettre pour validation (études, définition du mode opératoire, plans d'exécution, plans de retrait, démarches administratives, demande de certification préalable de déchets, rédaction du DOE, participation aux réunions de chantier etc.),
- Installation de chantier spécifique aux travaux de retrait de l'amiante,
- Constat d'état des lieux et repérage in-situ (avant et après travaux),
- Analyse de l'air, méthode META (avant et après travaux),
- Confinements nécessaires des zones de travail avec protections individuelles et collectives adaptées,
- Travaux de dépose et de retrait total
- Conditionnement et stockage adaptés,
- Nettoyage de fin de chantier,
- Mesures libératoires,
- Repli,
- Transport et frais de mise en décharge adaptée,
- Transmission du procès-verbal attestant que les locaux ont bien été décontaminés conformément à la réglementation en vigueur, au diagnostic amiante, au plan de retrait en matière de matériaux amiantifères.

Il est rappelé à ce titre que le plan de retrait amiante doit être transmis pour avis, un mois avant le début des travaux, aux organismes suivants :

- l'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics)
- la CRAM (Caisse Régionale d'Assurance Maladie)
- l'Inspection du travail

Ce plan de retrait doit détailler a minima :

- le type et la quantité d'amiante manipulé ;
- le lieu des travaux, la date de début, la durée estimée, le nombre de salariés, la localisation de la zone ;
- les méthodes et processus mises en œuvre ;
- les équipements utilisés (protection et décontamination) ;
- les mesures d'empoussièrement prévues (fréquence, modalité, traçabilité, contrôle) ;
- les durées et temps de travail avec EPI respiratoire ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs
- les procédures de gestion des déchets ;
- le résultat des recherches et repérages des MCA ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- Les notices de poste.

4.3 PRELEVEMENTS REGLEMENTAIRES

Tous les contrôles et prélèvements réglementaires tels que contrôle de l'empoussièrement sont réputés inclus dans l'offre globale et forfaitaire.

Ces mesures devront être réalisées par un organisme accrédité COFRAC.

Rappel des seuils d'exposition à ne pas dépasser selon le Code du Travail :

< 10 fibres d'amiante / Litre d'air sur 8h de travail.

4.4 GESTION ET SUIVI DES DECHETS

Tous les déchets contenant de l'amiante sont soumis à de strictes conditions d'emballage et de transport qui seront validées dans la procédure de gestion de déchets partie du plan de retrait.

Le titulaire formalisera le suivi de ces déchets amiantés avec les BSDA dématérialisés sur la plateforme réglementaire Trackdéchets (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>).

ARTICLE 5. DISPOSITIONS PARTICULIERES LOT 2 – DEMOLITION / DECONSTRUCTION

5.1 MISE HORS SERVICE DES INSTALLATIONS

La mise hors service des installations (installations électriques, alimentations d'eau) ainsi que les bouchonnages de réseaux d'alimentation ou évacuations à l'intérieur des locaux faisant l'objet de démolitions est assurée par le titulaire.

Le Titulaire du présent marché doit prendre tous renseignements relatifs à des passages de réseaux ou servitudes diverses sur l'emprise du chantier. Il ne pourra pas arguer de méconnaissance en cas d'avaries liées à ceux-ci.

5.2 PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DU PLOMB

Le diagnostic de repérage des matériaux contenant du Plomb établi pour le présent projet signale la présence de Matériaux ou Produits Contenant du Plomb sur certains ouvrages. Le Titulaire se référera au Diagnostic Technique Plomb transmis en annexe.

Le Titulaire a lieu de prendre en compte toutes les sujétions inhérentes à cette présence de Plomb et effectuer tous les travaux de retrait de ces contaminants suivant les règlements en vigueur en particulier sans que la liste ne soit limitative :

- Rédaction du dossier administratif à soumettre pour validation (études, définition du mode opératoire, plans d'exécution, plans de retrait, démarches administratives, participation aux réunions de chantier ...),
- Installation de chantier spécifique aux travaux de retrait ou de traitement du plomb,
- Constat d'état des lieux et repérage in-situ (avant et après travaux),

- Confinements nécessaires des zones de travail avec protections individuelles et collectives adaptées,
- Travaux de démolition
- Conditionnement et stockage adaptés,
- Nettoyage de fin de chantier,
- Repli,
- Transport et frais de mise en décharge adaptée,

5.3 PRESENCE DE TERMITES

Lors des diagnostics, il a été révélé la présence de termites.

Suivant exigences des arrêtés municipaux ou préfectoraux, les éléments de démolition en bois avec présence parasitaire (bois de charpente, poutres, lambris, portes, etc....) devront être démolis et être évacués vers les usines d'incinération, conformément à la réglementation en vigueur.

5.4 VIDAGE DES EQUIPEMENTS ET MOBILIERS DE LOCAUX D'EXPLOITATION

Le Titulaire doit la dépose de l'ensemble des mobiliers et équipements existants tels que bureaux, tables, chaises, guichets, placards, coffres, passes paquets, dessertes, bars, fauteuils, électroménager etc....

La prestation comprend :

- Démontage des équipements et mobiliers ne pouvant être évacués aisément.
- Dépose des équipements et mobiliers.
- Tri, chargement, évacuation et traitement de l'ensemble vers des filières spécialisées au fur et à mesure, à toute distance.

Le titulaire du lot 2 procèdera au vidage de l'ensemble des bâtiments préalablement à l'intervention du titulaire du lot 1.

5.5 DEPOSE ET DEMOLITION DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES DANS LES LOCAUX

Le Titulaire doit la démolition totale des distributeurs et appareillages techniques dans les locaux ou zones existantes à démolir après mise en œuvre des organes de coupures, bouchonnages, ou autre.

Dépotes totales en démolition, comprenant notamment :

- Tous les réseaux d'alimentation eau froide, etc..
- Tous les réseaux d'évacuation des EU et EV,
- Tous les réseaux électriques
- Tous les appareils sanitaires et leurs équipements,
- Tous les appareils, luminaires, spots, coffrets, tableaux, armoires, petits appareillages (prises, interrupteurs), etc.

- Inclus, toutes déposes d'ouvrages attenants et nécessaires pour une mise à nu totale des locaux ou zones à démolir.
- Les coupures techniques électriques et autres, ainsi que les bouchonnages de réseaux d'alimentation ou évacuations, sont à la charge exclusive des lots techniques concernés.
- Tri, chargement, évacuation et traitement de l'ensemble vers des filières spécialisées au fur et à mesure, à toute distance.

5.6 DEMOLITION TOTALE DES BÂTIMENTS

Le Titulaire doit la démolition totale des bâtiments existants par tous moyens appropriés et comprenant notamment (liste non limitative) :

- Toutes sujétions de protection au droit des ouvrages attenants conservés.
- Compris tous les ouvrages provisoires d'étalement, de maintien, de protection et sécurité.
- Coupures des réseaux existants et bouchonnages de ceux-ci en accord avec les concessionnaires et le Maître d'Œuvre.
- Démolitions de tous les éléments du bâtiment :
 - Fondations, structures verticales, horizontales et de façades de toutes natures.
 - Béton armé, structures métalliques, planchers béton, dallages et autres natures également : briques pleines, bois, pierre, moellon etc.... liste non limitative.
 - Toutes toitures pentées compris structures et couvertures en zinc, ardoises, tuiles, etc.... liste non limitative.
 - Tous paliers en béton ou métal, ou autres, y compris tous ouvrages attenants.
 - Tous murs de façades, refends, cloisons intérieures, toutes menuiseries bois ou métal, tous réseaux techniques (plomberie - VMC - électricité courants forts et faibles et autres énergies) compris tous appareillages.
 - Toutes finitions intérieures de toutes natures en sols, plinthes, murs, plafonds, etc.....
 - Fosse ferroviaire
 - La démolition des fondations devra être réalisée sans affaiblir la tenue des ouvrages contigus, aussi il y a lieu de s'assurer du type de fondations des existants et du niveau d'implantation.
 - Après démolitions des fondations les vides seront remblayés en matériaux sains (de type terre végétale)
- Les gravais, matériaux et matériels seront manutentionnés et triés sur le chantier manuellement, ou par d'autres moyens.
- Tri, chargement, évacuation et traitement de l'ensemble vers des filières spécialisées au fur et à mesure, à toute distance.

ARTICLE 6. GESTION DES DECHETS

6.1 TRAITEMENTS DES DECHETS DE DEMOLITION

Généralités

Les travaux à réaliser par le titulaire pour la gestion des déchets comprennent :

- L'évacuation des déchets,
- L'élimination des déchets,

- La remise au Maître d'Ouvrage Délégué et au CSPS de l'ensemble des données quantitatives et qualitatives liées à la gestion des déchets.

Le titulaire devra organiser l'évacuation des déchets triés depuis le site. Il devra veiller à :

- Optimiser la gestion des flux de transport des déchets (limitation du nombre de rotations et limitation des distances) en fonction de leur nature (DD, DND, Inertes),
- Maîtriser les nuisances et les pollutions issues de ces flux de circulation (bruit, poussière, trafic),
- Respecter les directions à prendre pour l'évacuation des déchets suivant les filières retenues (plan de circulation).

Choix des filières d'élimination

Le titulaire est responsable de la gestion des déchets de chantier. A terme, il sera dans l'obligation soit de traiter ces déchets, soit, si ces déchets sont considérés comme ultimes, de les acheminer vers des centres de stockage de classe 1, 2 ou 3 (ISDD, ISDND, ISDI) selon la nature du déchet.

La réglementation en vigueur rend nécessaire la maîtrise des flux de déchets.

Considérant qu'un déchet inerte mélangé à un déchet du type DND est considéré par défaut comme un DND, un tri intelligent des déchets peut réduire le coût de traitement des déchets de chantier. Les filières des déchets retenues pour ce chantier devront être identifiées pour chaque type de déchets par le titulaire avec le nom et l'adresse de l'entreprise recevant les déchets ainsi que le lieu d'évacuation de ces derniers si différent de l'adresse précédente.

La destination des déchets pourra être contrôlée à tout moment. L'entreprise de transport des déchets non inertes devra avoir une déclaration préfectorale précisant sa capacité à exercer le transport et le courtage des déchets.

Le titulaire se mettra en contact avec les représentants des filières locales d'élimination des déchets (réemploi, recyclage, installations de stockage, incinération avec traitement énergétique) et établira les modes d'élimination les plus appropriés à cette opération.

Le titulaire choisira ses lieux d'élimination des déchets en fonction :

- De la famille et de la nature du déchet,
- Du volume et du poids de chaque type de déchets,
- Des contraintes des modes opératoires de déconstruction,
- De la distance du lieu d'élimination.

Aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur l'ensemble du site.

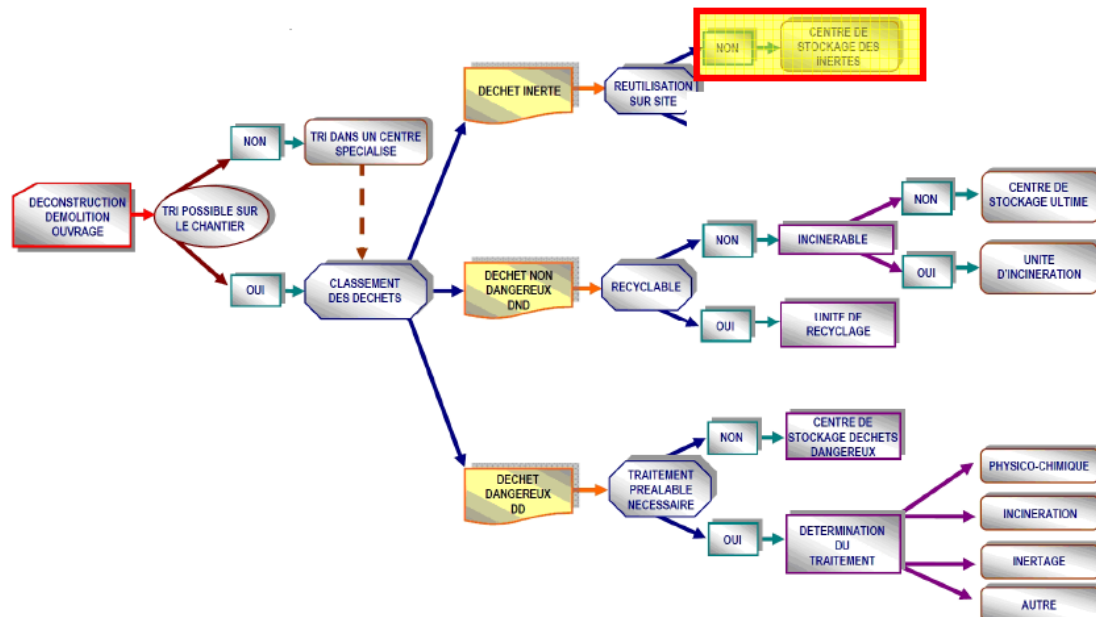
Plan de Gestion des Déchets

Au démarrage des travaux, le titulaire fournira un Plan de Gestion des Déchets définissant clairement :

- Pour chaque type de déchet : les filières finales ainsi que les CAP et les AP correspondants.
- Le niveau de recyclage des métaux, bois, PVC, plâtre, etc...

- Le niveau de réutilisation,
- La distance à parcourir en fonction des filières identifiées,
- Le type de camions et le nombre de rotations nécessaires à l'évacuation des déchets,
- Les mesures prises pour réduire les nuisances de ces rotations,
- Le personnel nécessaire.

6.1.1 Organigramme de gestion des déchets (principe)



6.1.2 Spécificité de gestion des déchets inertes

Le concassage sur site est interdit. Les gravats inertes seront évacués en ISDI ou en centre de recyclage. Les éléments métalliques, y compris les armatures de béton armé, seront traités dans un centre de recyclage après séparation au broyeur.

6.1.3 Bordereaux & Registre des Déchets

Le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances l'arrêté du 4 janvier 1985 demande de remplir un imprimé BSDD. Les déchets concernés sont des déchets industriels dangereux appartenant à la nomenclature de l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008, introduisant la notion de déchet dangereux).

Le BSDD est un document qui accompagne le DD. Il fait apparaître chacun des acteurs de la chaîne et permet donc la traçabilité des déchets.

Pour chaque enlèvement de déchet, qu'il s'agisse de DD, mais aussi d'inertes et de DND, le titulaire fournira un bordereau de suivi des déchets et/ou le bon de pesée.

La non-fourniture de ces éléments remettra en cause une partie des paiements des travaux ainsi réalisés. Un suivi de l'opération de déconstruction sera réalisé par la Maitrise d'ouvrage Déléguée qui s'assurera que les déchets issus de l'ensemble de l'opération seront traités selon la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra pouvoir à tout instant prouver la bonne élimination ou traitement des déchets générés. A cet effet, il tiendra à jour un registre des déchets intégrant les bordereaux remplis et signes ainsi que les bons de pesée. Ce registre sera mis à jour au moins hebdomadairement ; il pourra s'appuyer sur les exigences de l'arrêté du 29 février 2012 et précisera, pour chaque flux sortant :

- La date d'enlèvement du déchet sur chantier,
- La nature du déchet (littéralement),
- La nature du déchet (suivant nomenclature de l'annexe II de l'article R 514-8 du Code de l'Environnement),
- Le cas échéant, le n° du ou des BSDA / BSDD,
- Le nom et l'adresse des éventuels intermédiaires (collecteur, transporteur, centre de tri),
- Le nom et l'adresse de la filière terminale du déchet,
- Le type de traitement de la filière terminale,
- La date d'arrivée dans la filière terminale,
- La quantité de déchet traitée, telle que pesée par la filière terminale.

ARTICLE 7. DOE – DIUO (CERTIFICATS, PV...)

L'entreprise devra fournir en fin de chantier tous les dossiers de récolement, (dossiers plans d'atelier et de chantier) en 4 exemplaires papiers et 1 support informatique au format DWG. Les contenus de ces dossiers seront précisés en cours de chantier par la maîtrise d'ouvrage déléguée, le coordonnateur sécurité et la maîtrise d'ouvrage.